

Des États généraux des riverains pour parler des pesticides



Sylvie Nony et Henri Plandé, respectivement secrétaire et président de l'association Alerte pesticides Haute-Gironde

Photo AG

BLAYE. Le samedi 15 février, de 13h30 à 18h30, l'association Alerte pesticides Haute-Gironde organise des États généraux des riverains à Blaye. Trois tables rondes pour informer, échanger et témoigner autour de la problématique des produits phytosanitaires

L'association Alerte pesticides Haute-Gironde est née en 2014, après qu'une vingtaine d'enfants et leur institutrice aient été pris de malaise dans l'enceinte de l'école communale de Villeneuve, alors que des épandages de fongicides avaient lieu dans les vignes jouxtant l'établissement. La plainte déposée par la Sepanso (Fédération régionale des associations de protection de la nature de la région Aquitaine) et Générations futures avait, en première instance, abouti à un non-lieu, le tribunal considérant qu'il n'y avait

pas de preuve suffisante pour établir un lien entre les traitements et les malaises. En mai 2019, le Parquet général de Bordeaux a toutefois fait appel de la décision pour que l'affaire soit rejugée.

Question de société et de santé publique

Présent sur les lieux à Villeneuve en tant que conseiller pédagogique au titre de l'inspection académique, Henri Plandé indique pour autant n'avoir jamais été entendu par la gendarmerie, et milite désormais avec conviction à la tête d'Alerte pesticides Haute-Gironde pour que la problématique des épandages de produits phytosanitaires devienne un vrai sujet de société, et une véritable question de santé publique.

Aussi, le retentissement médiatique de cette affaire a ébranlé le monde viticole et agricole. L'arrêté préfectoral de Gironde publié dans les mois qui ont suivi pour stopper les épandages à proximité des établissements dits sensibles (écoles, crèches, maisons de retraite...) pendant les heures d'ouverture, et édictant d'autres mesures de précaution a été un premier pas. Au fil des mois, une dizaine d'associations se sont rejointes sur le sujet, créant un véritable réseau d'actions.

Depuis, il y a également eu la vague de mobilisation de maires dans toute la France, enclins à prendre des arrêtés anti-pesticides à proximité des habitations et puis l'inscription dans la loi Egalim, de l'obligation de rédiger des chartes de bon voisinage, afin d'établir des règles de bonne conduite entre agriculteurs et riverains, notamment par rapport à l'usage des pesticides. Aussi, le collectif d'associations antipesticides, présent lors de la réunion préparatoire de la charte girondine, organisée par la Chambre d'agriculture, a réaffirmé sa position et demande que tous les produits CMR (cancérogène, mutagène et reprotoxique), les perturbateurs endocriniens et les inhibiteurs de la succinate déshydrogénase (3SDH) ne soient plus pulvérisés dans un périmètre de 200 m autour des 160 établissements sensibles recensés en Gironde et qu'ils soient remplacés par des produits agréés bios.

Des États généraux pour témoigner

C'est dans ce contexte que l'association Alerte pesticides Haute-Gironde a décidé de lancer ses premiers "États généraux des riverains" à Blaye le 15 février prochain, auxquels tous les habitants, professionnels, politiques... sont

Programme

Samedi 15 février à la salle Liverneuf, citadelle de Blaye.

13h30: accueil et présentation de la journée par Henri Plandé. Intervention des lycéens de l'association "Jaurfé Rudel pour le Futur". Mot du maire Denis Baldés.

14h: Thème: Santé publique, homologation des produits, risques encourus par les riverains et les professionnels. Témoignages de riverains

Table ronde animée par Stéphanie Anfray avec Nadine Lauverjat, Pierre-Michel Périnaud, Fabrice Nicolino (témoignage vidéo). Débat avec la salle

15h30: Thème: Pratiques agricoles, transition vers le bio, agriculture raisonnée, aides et difficultés. Témoignages de riverains et de viticulteurs
Table ronde animée par Sylvie Nony avec Lionel Lorrente, Dominique Techer,

et un viticulteur en conventionnel. Débat avec la salle

17h: Thème: Quelles mesures locales, régionales, nationales, quelles dispositions législatives pour protéger la santé des populations? Témoignages de professionnels et de parents d'élèves

Table ronde animée par la radio La Clé des Ondes avec Véronique Hammerer, Loïc Prud'homme, Philippe Plisson, Lydia Héraud, et Florence Presson. Débat avec la salle

Conclusions et perspectives par Sylvie Nony
18h30: le verre de l'amitié bio et local offert à tous avec l'aide de la Biocoop de Blaye.

Participants aux différentes tables rondes
Pierre-Michel Périnaud, président de l'AMLP (Alerte médecins pesticides).
Nadine Lauverjat, directrice de Générations Futures.

Fabrice Nicolino, président des Coquelicots (vidéo). Lionel Lorrente, viticulteur bio et président de la Coordination Rurale. Dominique Techer, viticulteur bio et responsable de la Confédération paysanne.

Un viticulteur en conventionnel (le président des Blaye Côtes de Bordeaux ne souhaitant pas participer). Philippe Plisson, président de la communauté de communes de l'Estuaire.

Lydia Héraud, conseillère régionale PS déléguée aux vins et spiritueux. Florence Presson, maire de Sceaux, vice-présidente du collectif des maires anti-pesticides.

Loïc Prud'homme, député LFI (France insoumise) de la 3e circonscription de la Gironde, auteur d'un projet de loi pour la protection des riverains.

Véronique Hammerer, députée LREM de la 11e circonscription de la Gironde.

invités sans restriction, pour témoigner, échanger, débattre autour de trois thèmes (voir programme). « Notre but est d'informer, croiser les regards et interpeller les politiques », résumait Henri Plandé en chœur avec la secrétaire de l'association, Sylvie Nony, qui insistent: « L'idée n'est pas de taper sur les viticulteurs, bien au contraire, mais plutôt de les aider

car on a le sentiment aujourd'hui que tout le monde est conscient qu'il y a un problème de modèle agricole, un problème avec ces produits, que la biodiversité s'effondre, mais personne ne sait vraiment quoi faire » Les États généraux seront l'occasion d'en parler collectivement...

Aude Gaboriau

SOUS SURVEILLANCE ?

L'association dans l'œil de Demeter: « Ils se trompent de cible »

Je refuse d'être associée à des malfrats », s'empare Sylvie Nony, secrétaire de l'association APHG. Une réaction qui fait suite à la récente prise de contact par la brigade de gendarmerie de Bourg avec le président de l'association, en amont de la tenue des États généraux des riverains. Une rencontre a eu lieu le 26 janvier dernier au domicile du président avec deux représentants des forces de l'ordre, qui n'ont pas caché agir dans le cadre de la cellule Demeter mise en place tout récemment au niveau national (le 3 octobre 2019).

De quoi s'agit-il? Demeter (du nom de la déesse grecque des moissons) est une cellule d'action coordonnée, mise en place au sein de la gendarmerie nationale, pour lutter contre les atteintes faites au monde agricole selon deux axes: « les actes crapuleux, qu'il s'agisse d'une délinquance de proximité (vols de carburant, de tracteurs...) » et d'opportunité ou bien d'une criminalité organisée voire internationale (traffics...), peut-on lire sur le site du Ministère de l'intérieur. Quel rapport avec l'association Alerte pesticides? Demeter vise également à lutter

contre les « actions de nature idéologique, qu'il s'agisse de simples actions symboliques de dénigrement ou d'actions dures ayant des répercussions matérielles ou physiques. »

Crispation autour de l'agribashing

Autrement dit, lutter contre ce qui a été conceptualisé sous le vocable "d'agribashing". Un mélange des genres d'ores et déjà dénoncé par de nombreuses associations écologiques et militant contre le système de l'agriculture industrielle et les produits phytosanitaires dans

une tribune publiée par Reporterre. « Il s'agit de faire taire tous ceux qui mènent des actions symboliques contre le système de l'agriculture industrielle, dont la FNSEA est le principal soutien » écrivent-ils. Une convention a en effet été signée entre le syndicat agricole et la cellule Demeter.

Alors, même si les gendarmes ont assuré ne pas être là pour « surveiller » l'association, mais pour les protéger d'éventuels troubles à l'ordre public, comme l'explique le président, pour l'association, la démarche est loin d'être anodine. « Notre association interroge des

pratiques agricoles. Oui nous critiquons un certain modèle agricole, mais nous n'agressons personne. Demeter nous donne le sentiment d'un début de criminalisation de nos actions, alors qu'en tant que citoyen nous avons le droit de débattre, de critiquer dans un cadre démocratique... », résume Sylvie Nony.

« Pour nous, le problème, ce ne sont pas les agriculteurs, ni les associations comme la nôtre, mais les produits autorisés. Ils se trompent de cible. »